

## Aperçu

Plus de trois années se sont écoulées depuis la Révolution tunisienne. Pourtant, la jeune génération qui avait déclenché des changements radicaux à travers le Moyen-Orient et Afrique du Nord, voit toujours ses aspirations insatisfaites. Le chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans a augmenté après la Révolution, avec un taux de chômage officiel des jeunes de 33,2% en 2013, selon la plus récente enquête de l'Organisation International du Travail (OIT) sur la transition de l'école au travail. (OIT 2014) Même si les jeunes ont joué un rôle de premier plan dans le changement de régime, ils ont été incapables d'obtenir un rôle dans la prise de décision et se plaignent de n'être pas consultés sur les questions qui les touchent directement. Néanmoins, la période post-révolution montre quelques signes positifs. La nouvelle Constitution tunisienne, adoptée en Janvier 2014, consacre la participation des jeunes en tant que pilier essentiel du développement social, économique et politique du pays.<sup>1</sup> Cependant, compte-tenu du temps nécessaire pour traduire et mettre en œuvre les principes constitutionnels, la participation des jeunes demeure encore embryonnaire.

L'étude fournit une analyse des aspirations et des besoins des jeunes Tunisiens, en tenant compte à la fois des mesures non économiques et économiques de l'exclusion qui étaient à l'origine de la révolution. Il souligne en particulier :

- l'expansion continue de l'activisme des jeunes en dehors des institutions politiques formellement établies, ainsi que la nécessité de soutenir la transition de la jeunesse tunisienne, d'une participation virtuelle à une vraie citoyenneté ;
- les jeunes qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou de formation (NEET) en tant que catégorie la plus touchée par l'exclusion économique et la nécessité d'assurer leur intégration socio-économique à travers des politiques et des programmes adaptés.

La citoyenneté active et la participation citoyenne chez les jeunes Tunisiens seront essentielles pour soutenir l'élan du pays. Un dialogue constructif entre les jeunes Tunisiens et les institutions publiques, et également avec une plus large société civile, les organisations politiques, et le secteur

privé sera essentiel pour pouvoir résoudre les obstacles les plus urgents à l'inclusion des jeunes. Faciliter l'intégration des jeunes permet la mobilisation de la nouvelle génération comme ressource économique et sociale, pouvant contribuer directement au maintien de la stabilité et la croissance économique du pays. La prise de décision participative dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes pour les jeunes et, ainsi que dans la gestion des ONG, bénéficiera à toutes les parties prenantes, et permettra d'augmenter l'impact des investissements publics.

Ce rapport identifie les catégories de jeunes exclus et les caractérise en fonction de multiples facteurs, y compris les disparités régionales, les inégalités liées au genre, et l'accès limité à l'éducation, à l'emploi et les biens sociaux. Les résultats permettent d'identifier les obstacles essentiels à l'inclusion des jeunes rencontrés par les jeunes femmes et hommes d'horizons divers, en particulier dans les régions défavorisées, et de décrire la perception et la réalité de l'exclusion des jeunes, des opportunités sociales, économiques et politiques qui sont à l'origine de la révolution tunisienne.<sup>2</sup> Dans l'ensemble, le rapport note aussi que, bien que la situation des diplômés chômeurs ait jusqu'ici souvent dominé le débat politique, d'autres groupes socio-économiques des jeunes sont confrontés à des défis et obstacles à l'inclusion, exigeant également l'attention et les actions des décideurs.

Le présent rapport met l'accent sur la condition des jeunes de la catégorie NEET laquelle est la plus affectée par l'exclusion. Cette catégorie, principalement constituée de jeunes inactifs découragés, est plus préoccupante que le problème général du chômage qui n'inclut pas la jeunesse désengagée et découragée qui a renoncé à chercher un emploi dans le secteur formel ou autre.<sup>3</sup> En Tunisie, les jeunes femmes sont plus susceptibles de figurer parmi les NEET. Les jeunes ayant reçu une éducation supérieure même touchés par l'exclusion, constituent moins d'un cinquième de l'ensemble des jeunes NEET. Les jeunes en situation de décrochage scolaire sont les plus fortement représentés dans le sous-groupe des NEET, sans distinction de genre.

Une approche multidimensionnelle est utilisée pour identifier et éliminer les obstacles sociaux, économiques, politiques et culturels rencontrés par les jeunes Tunisiens. Le phénomène de marginalisation associé à l'exclusion sociale

tendant à se produire simultanément sur plusieurs axes, les politiques ne portant que sur un aspect de la marginalisation, comme l'amélioration de l'accès à l'éducation, sont trop étroites pour pouvoir lutter contre l'exclusion en général.<sup>4</sup> Aussi une approche mixte combinant les méthodes de recherche quantitative et qualitative est-elle ici utilisée, accompagnée également d'une évaluation des programmes et des services actuels destinés à la jeunesse, basée sur un large éventail de questions, entre autres : Pourquoi les jeunes continuent-ils à être actifs en dehors des lieux institutionnels formels, au lieu du contraire ? Quels sont les canaux nécessaires en vue d'accroître la confiance des jeunes dans les institutions et la voix dans la prise de décision ? Pourquoi certains groupes de jeunes sont-ils surreprésentés chez les inactifs et les chômeurs ou ceux qui travaillent dans le secteur informel ? Dans quelle mesure la politique publique se penche-t-elle sur les contraintes auxquelles font face les jeunes ? Tout en s'appuyant également sur des mesures quantifiées, l'analyse bénéficie également des interprétations qualitatives et solutions qui émergent de jeunes répondants, tentant ainsi d'éviter des prescriptions technocratiques, qui ne reflètent pas le discours des jeunes eux-mêmes. Cette approche permet une analyse de la diversité de l'exclusion économique, sociale et politique, ainsi que l'examen de la manière dont ils se renforcent mutuellement.

## Principaux résultats

### *Participation des jeunes, voix et citoyenneté active*

Très peu nombreux sont les jeunes Tunisiens actifs dans la société civile, bien que les organisations de la société civile se soient multipliées. Depuis la révolution, les groupes de la société civile ont émergé, de même qu'un nombre croissant d'organisations axées sur l'engagement civique. Cependant, seule une petite fraction de jeunes Tunisiens sont actifs dans les organisations de la société civile (OSC), et seulement 3% des jeunes ruraux.<sup>5</sup> Malgré les faibles taux de participation à des associations, 9 sur 10 jeunes Tunisiens accordent de l'importance au bénévolat au sein des OSC, bénéficiant à leurs communautés. Parmi les rares jeunes actifs dans la société civile, les types de bénévolat les plus fréquemment mentionnés concernent les OSC dans les domaines du développement régional, de la charité et de la pauvreté, les affaires religieuses, et également les sciences. Les clubs sportifs et de loisirs sont aussi fréquemment mentionnés dans les entretiens qualitatifs.

**Bien que la participation politique soit un pilier de la citoyenneté active, très peu de jeunes Tunisiens se livrent à une**

**quelconque forme de participation politique, à l'exception toutefois de la mobilisation pour les manifestations.** Le faible taux de participation des jeunes aux élections nationales tunisiennes d'octobre 2011 était particulièrement inquiétant. Moins de la moitié des jeunes de moins de trente ans a voté. En outre, très peu de jeunes Tunisiens sont actifs dans les partis politiques, ce qui reflète le fossé entre la jeune génération et la classe politique. La plupart des jeunes Tunisiens disent qu'ils ne suivent pas la politique intérieure, et la connaissance de soi-déclarés de la politique est faible, en particulier dans les zones rurales. Une disposition de la jeunesse dans la nouvelle loi électorale, qui incite les partis politiques à désigner au moins un jeune candidat moins de 35 ans parmi les quatre meilleurs candidats sur une liste électorale, offre un point d'entrée important pour la participation politique.<sup>6</sup>

**Les jeunes Tunisiens en général ont peu confiance dans les institutions publiques et seulement 8,8% des jeunes ruraux et 31,1% de confiance de la jeunesse urbaine, le système politique.** La confiance est également faible vis-à-vis de la police, notamment en milieu rural. En comparaison, le militaire, l'imam local, et les organisations religieuses reçoivent plus confiance note de la jeunesse de jusqu'à 80%, ce qui est presque le même niveau de confiance accordée à la famille. Comme leurs homologues en Egypte et en Libye, les jeunes Tunisiens expriment peu de confiance dans la presse, qu'ils considèrent comme commerciale et manipulatrice.

**Les jeunes Tunisiens privilégient Internet comme moyen d'accès à l'information.** Environ 50% de tous les utilisateurs d'Internet (43,3% en milieu rural, 53,2% en milieu urbain) utilisent Internet pour des recherches dans le domaine de l'éducation, et entre un quart et la moitié de tous les jeunes utilise Internet pour chercher un emploi (45,9% en milieu rural, 26,8% en milieu urbain). En outre, plus de 9 jeunes Tunisiens sur 10 en zone rurale possèdent un téléphone mobile. Toutefois, pour faire progresser la citoyenneté d'une manière durable, les jeunes doivent aller au-delà de la «citoyenneté virtuelle» et parvenir à une participation politique «réelle» aux niveaux local et national.

### *Chômage des jeunes, Inactivité et NEET*

**L'un des obstacles les plus urgents pour l'inclusion des jeunes est la grande proportion de jeunes inactifs qui ne sont ni dans l'éducation, ni dans l'emploi ni dans la formation (NEET).** Cette catégorie comprend tous les jeunes chômeurs officiels entre 15 et 29 ans, ainsi que les jeunes Tunisiens découragés qui ne sont plus à la recherche d'emplois, malgré leur jeune âge. Cette catégorie NEET a été proposée comme un

indicateur de base pour le programme de développement post-2015 pour mesurer le degré d'une transition efficace pour les jeunes sur le marché du travail.<sup>7</sup>

**Les taux de NEET affichent d'importantes disparités de genre et aussi régionales, et dans les zones rurales de plus de deux jeunes sur cinq sont des NEET, par rapport à la Tunisie urbaine (presque un sur trois).** Les différences dans la disponibilité du travail conduisent un nombre croissant de jeunes Tunisiens à quitter la campagne pour migrer vers les zones urbaines désolées. Et des milliers de jeunes travailleurs non qualifiés viennent se disputer les maigres revenus des quelques emplois informels disponibles. En Tunisie, et notamment en zone urbaine—la première destination urbaine pour de nombreux jeunes demandeurs d'emploi—la catégorie NEET concerne un cinquième de tous les jeunes hommes (20,3%) et près d'un tiers des jeunes femmes (32,4%). Les écarts liés au genre sont importants parmi les NEET et ils concernent une jeune Tunisienne sur deux en milieu rural (50,4%) et un jeune homme sur trois en milieu rural (33,4%). Bien que ces taux soient plus faibles en Tunisie que dans d'autres pays de la région, tels que le Maroc, ils mettent en évidence un riche potentiel inexploité pour l'inclusion économique.

**Les taux élevés d'abandon scolaire semblent être fortement liés au chômage et à l'inactivité.** Les obstacles systémiques affectant les transitions à la fin de la 6<sup>e</sup> année et 9<sup>e</sup> années sont cause des taux élevés d'abandon et empêchent de nombreux jeunes de terminer leurs études secondaires. La majorité des jeunes Tunisiens quitte l'école bien avant l'obtention d'un diplôme du niveau secondaire. Sur les quelque 140 000 élèves quittant l'école chaque année, 80 000 d'entre eux sortent sans avoir terminé leur formation de base (niveaux 1-9). Comme pour les autres indicateurs, les différences spatiales abondent : plus de quatre sur cinq en milieu rural et un sur deux jeunes citadins ne terminent pas l'école secondaire. C'est ce groupe qui comprend la majeure partie des NEET : 83% en milieu rural et 57% dans les zones urbaines. D'autre part, les filles ont tendance à rester à l'école plus longtemps que les garçons et sont plus susceptibles de terminer leurs études secondaires et universitaires. Les femmes représentent 62% des étudiants universitaires et 26% complètent leur formation universitaire, contre 16,8% des jeunes hommes.

**Les organisations de jeunesse et d'étudiants devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et de proposer des solutions sur les politiques et règlements de l'éducation.** L'expérience internationale d'autres pays à revenu intermédiaire montre que, en dehors de sa valeur immédiate dans la lutte contre la corruption et les malversations dans le système scolaire, une plus grande participation des étudiants

dans les écoles augmente la responsabilité des enseignants et des administrateurs scolaires, tout en donnant aux étudiants davantage de possibilités d'influencer la façon dont les programmes sont conçus.<sup>9</sup> Les initiatives prises au niveau de l'école secondaire et supérieure pourraient être soutenues par un programme de subventions compétitif pour les élèves et les ONG de jeunes.

### *Opportunités économiques*

**Capacité, opportunité, et dignité sont les conditions essentielles pour l'inclusion des jeunes.** La capacité et les compétences sont nécessaires pour réussir dans l'économie d'aujourd'hui et de maîtriser les défis et les risques d'un monde globalisé. L'accès à l'égalité des chances est important de réduire les obstacles sociaux et économiques à l'inclusion des jeunes, et il est essentiel à la prospérité partagée pour la prochaine génération. La dignité était l'une des principales revendications durant les manifestations du Printemps arabe dans la région, notamment en Tunisie.

**Le principal obstacle aux possibilités économiques provient des disparités régionales entre les gouvernorats dans les régions côtières, intérieures et du sud, dont les nombreux aspects économiques les rendent plus préoccupantes que la fracture urbaine-rurale.** L'exclusion des régions de l'intérieur et du sud de la Tunisie est un facteur fondamental de l'exclusion socio-économique, culturelle et politique. Les jeunes Tunisiens n'ont que très peu de chance de trouver un emploi, en particulier dans l'intérieur et le Sud, selon un récent rapport sur la fracture spatiale des résultats sur le marché du travail.<sup>10</sup> En fait, parmi les causes sous-jacentes de la Révolution de 2011 est la marginalisation spatiale, économique et politique de la société dans certaines parties du pays tout au bénéfice de la région côtière.<sup>11</sup> Les jeunes ruraux continuent de migrer vers les villes qui tentent d'échapper à des zones rurales, malgré le manque de bons emplois dans les zones urbaines. Près de 90,2% des ménages ruraux signalent que les membres de la famille<sup>12</sup> directe ont migré vers les zones urbaines, même si les bons emplois y sont rares. Quelque 90,2 % des ménages ruraux disent avoir un membre de leur famille qui a migré vers la ville.

**Les écarts de genre restent d'importants obstacles limitant l'égalité d'accès aux opportunités économiques.** Malgré les politiques d'égalité de genre de la Tunisie, étonnamment peu de jeunes femmes tunisiennes travaillent. Moins d'une femme sur cinq en Tunisie rurale (18,5%) et moins de deux femmes sur cinq en Tunisie urbain (39,8% du) ont un emploi. Le

salaires des jeunes femmes est à peu près équivalent au quart des salaires de jeunes hommes. En outre, l'exclusion liée au genre demeure un défi de taille pour les jeunes Tunisiennes candidates sur le marché du travail. Près des deux tiers (61,4%) des femmes interrogées indiquent que les femmes sont victimes de discrimination lors de la recherche de travail dans le secteur privé. Même dans le secteur public, la discrimination contre les femmes est confirmée par près de la moitié (44,4%) de tous les répondantes tunisiennes. Dans les zones rurales, du sud, seulement 8,3%, de jeunes femmes travaillent et dans la région intérieure, 15,4% ; alors que 23,6% de femmes travaillent dans les régions côtières.

**Les écoles et les universités ne parviennent pas à transmettre les compétences essentielles pour préparer les jeunes confrontés aux défis du marché du travail, pour assurer la transition vers l'âge adulte et la citoyenneté active.** Les jeunes souffrent particulièrement de l'orientation trop théorique de l'enseignement public, qui n'inclut que très minimalement les compétences requises dans la préparation au marché du travail. De manière générale, le découragement des étudiants affecte les relations et interactions entre étudiants et professeurs. Les possibilités d'orientation professionnelle dans les écoles secondaires et les universités restent très restreintes, et les élèves ne peuvent donc pas bénéficier de conseils professionnels adéquats sur leurs choix de carrière. Beaucoup de critiques se sont fait entendre sur les réformes éducatives successives, que les étudiants ont jugées arbitraire et peu adéquates d'autant que la majorité enseignante n'était pas bien préparée à les mettre en œuvre. De fait, même les jeunes femmes et hommes qui ont achevé leur cursus secondaire et poursuivi des études universitaires sont démunis lorsqu'ils débouchent sur le marché du travail, manquant des compétences pratiques nécessaires.

**Le travail informel est omniprésent.**<sup>13</sup> Peu de jeunes ont accès à des emplois stables, avec la plupart des offres d'emploi disponibles étant informelle, sans contrat, et les quelques emplois formels à venir sous la forme de contrats à durée déterminée. En conséquence, moins d'un jeune travailleur sur trois a un contrat de travail sécurisé et l'accès à la protection sociale. Le travail informel est évidemment plus répandu dans les zones rurales (71,9%), où l'emploi agricole et les contrats informels journaliers restent la forme la plus commune de l'emploi. Néanmoins, même en région urbaine, plus de la moitié des jeunes qui travaillent ont un emploi informel (55,4%). Les jeunes Tunisiens n'apprécient pas le travail informel à l'emploi informel ; l'informalité et l'exploitation dans le domaine de l'emploi sont les principaux griefs des

jeunes travailleurs, comme analysé dans la recherche qualitative pour le présent rapport.

**La grande majorité des jeunes Tunisiens employés travaillent dans des emplois peu qualifiés dans les secteurs à faible productivité :** 82,5% des jeunes en milieu rural et 67,0% en milieu urbain dans des emplois qui ne nécessitent pas un diplôme secondaire. Les jeunes femmes sont particulièrement susceptibles de travailler dans les secteurs peu qualifiés : 69,0% en milieu urbain et 85,9% en milieu rural. Notamment, le secteur public fournit relativement peu d'emplois pour les jeunes Tunisiens, seulement 6,8% des jeunes dans les zones rurales et 12,4% travaillent en milieu urbain sont employés dans ce secteur. L'agriculture reste un secteur important pour l'emploi des jeunes en milieu rural, même si de nombreux jeunes veulent quitter le secteur en raison des conditions de travail difficiles et l'image négative qui lui est associée. Il fournit plus d'un cinquième de tous les emplois en milieu rural pour les jeunes Tunisiens (21,9%). Les industries manufacturières offrent moins d'un tiers (32,2%) de l'emploi des jeunes en Tunisie urbaine et moins d'un quart (23,8%) en Tunisie rurale. La plupart des jeunes Tunisiens travaillent dans le secteur des services, notamment le tourisme, qui fournit également la plupart des emplois dans le secteur informel.

**La Tunisie est bien placée pour devenir un champion régional en matière d'innovation et d'entrepreneuriat si elle reconnaît le potentiel des jeunes femmes et hommes aspirant à devenir entrepreneurs.** Le travail indépendant est relativement courant chez les jeunes Tunisiens : un jeune Tunisien sur dix est micro-entrepreneur indépendant. En revanche, l'auto-emploi chez les jeunes femmes est pratiquement inexistant : seulement 2,2% des jeunes femmes dans les zones rurales et 1,5% dans les zones urbaines. Toutefois, les technologies modernes devraient faciliter et encourager les jeunes femmes à se lancer en affaires et de générer des revenus. L'auto-emploi pourrait également aider à surmonter les disparités régionales. Actuellement, le travail indépendant est plus répandu dans la région côtière (12,1%) et dans le sud (12,1%), contre seulement 8,1% dans la région intérieure.

**Quelque 30-40% des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs avec les rendements élevés, ce qui démontre le potentiel de l'entrepreneuriat.** Plus de la moitié de tous les jeunes de travailleurs autonomes exploitent de petites entreprises dans le secteur des services employant les technologies modernes : 45,4% en milieu rural, 52,1% en milieu urbain. Seulement un jeune entrepreneur urbain sur cinq travaille dans les secteurs de la fabrication et des industries (20,9%). Dans les zones rurales, 36,4% des jeunes entrepreneurs travaillent dans l'agriculture et la transformation alimentaire,

10,8% dans les zones urbaines. Cependant, dans les zones rurales, presque tous les jeunes entrepreneurs travaillent de manière informelle, souvent sur des sites défavorisés.

**La difficulté d'accéder au financement reste pour le jeune entrepreneur le principal obstacle au succès de son entreprise.** Les programmes existants de microfinance semble limités et sont largement perçus comme inefficaces. Un tiers des jeunes entrepreneurs se heurte à une lourde bureaucratie, comme notamment les difficultés à obtenir les licences nécessaires, la lenteur des procédures administratives. Le niveau d'éducation des jeunes entrepreneurs est relativement faible, et la plupart des jeunes indépendants n'ont pas terminé leurs études secondaires, ce qui rend plus difficile de participer à des programmes disponibles, de négocier et gérer une aide financière. Une formation commerciale supplémentaire et un meilleur accès à l'information de l'entreprise seraient utiles à de nombreux jeunes entrepreneurs.

### *Compétences pour l'emploi et programmes d'entrepreneuriat.*

La Tunisie a développé un vaste système de programmes actifs du marché du travail au cœur de sa politique du marché du travail, mais les avantages perçus restent limités. Les PAMT sont pour la plupart inconnus de jeunes Tunisiens. La plupart des programmes renforcent les disparités spatiales en se concentrant trop sur les zones urbaines le long de la côte. Seuls quelques programmes sont disponibles pour les jeunes des régions intérieures et du Sud. Les PAMT sont également adaptés pour les jeunes diplômés de l'université, malgré le fait que le nombre absolu de jeunes Tunisiens sans emploi et sans diplôme secondaire ou à l'université est d'environ 3,5 fois plus élevé que le nombre de diplômés universitaires. En outre, la plupart des programmes ne disposent pas de systèmes rigoureux de suivi ou d'évaluation. Enfin, le manque de rigueur dans la coordination inter-agence et l'application des critères entrave la motivation de jeunes dans leurs recherches d'emploi.

**L'entrepreneuriat pour les jeunes peut jouer un rôle important dans la lutte contre l'exclusion des jeunes, tout en renforçant la génération de revenus et la réduction du chômage des jeunes.** Un certain nombre de programmes sont conçus pour soutenir les entrepreneurs ou les entrepreneurs potentiels. Toutefois, la connaissance des programmes d'entrepreneuriat existants reste faible, et seulement un tiers des jeunes ruraux et environ la moitié des jeunes en milieu urbain sont informés des programmes existants. La participation aux programmes est très faible, en particulier dans les zones

urbaines où seulement environ 1 100 jeunes ont participé à des programmes d'entrepreneuriat. Toutefois, une proportion importante de jeunes ruraux a déclaré qu'ils ont bénéficié de programmes de micro-prêts.

**La jeunesse tunisienne pourrait grandement bénéficier d'une approche innovante qui relierait l'éducation à l'emploi dans une collaboration tripartite entre le système scolaire, les collèges techniques, ainsi que des partenaires locaux.**<sup>14</sup> Beaucoup de compétences en milieu de travail, y compris le travail d'équipe et d'autres compétences sociales, la résolution de conflits, et les compétences verbales et d'écriture doivent être intégrées dans le programme. L'apprentissage doit être fondé sur des projets concrets pour permettre aux étudiants de travailler en équipe, résoudre des problèmes, travailler les compétences techniques de présentation, et créer des plans d'affaires. Des visites structurées dans des entreprises partenaires du programme devraient également faire partie du programme d'apprentissage. En outre, un programme de mentorat pour chaque élève par le partenaire corporatif de son école, permettrait à l'élève de bénéficier de conseils professionnels approfondis, et des possibilités de visiter un lieu de travail, et d'apprendre à travers des stages.

## Principales recommandations

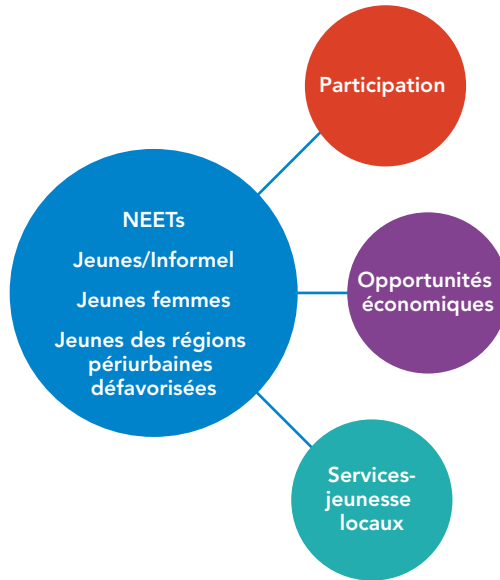
### *Développer une politique multidimensionnelle d'inclusion de la jeunesse*

Une politique multidimensionnelle est nécessaire pour réduire les obstacles à l'inclusion des jeunes et faciliter la contribution des jeunes à la société tunisienne. L'approche de développement de la jeunesse est maintenant prête à passer d'initiatives ponctuelles à un ensemble intégré de politiques et d'investissements, optimisant l'utilisation des ressources financières.

Dans une perspective d'équité, les politiques nationales de la jeunesse et des réformes connexes incluront tous les secteurs, ayant comme objectif commun l'inclusion des jeunes.

Elles devront également compléter les politiques de secteurs spécifiques, tels que l'enseignement, l'emploi le développement régional en vue de mieux répondre aux besoins des jeunes. Ces politiques doivent être reformulées avec la participation des parties prenantes de la jeunesse, en particulier les instances représentatives de la jeunesse, en tant que partenaires dans la prise de décision. La mise en œuvre de la politique, en outre, doit être prise en charge par des institutions adoptant une gestion basée sur les performances et renforcée par des mécanismes pour une coordination étroite entre les organisations gouvernementales et les associations

Graphique 0.1 : Politique multidimensionnelle pour l'inclusion des jeunes



**1. Participation et Citoyenneté active**

- Développement de communautés de jeunes
- Conseils de jeunes pour la participation et l'expression
- Droits de l'homme

**2. Accès aux Opportunités économiques**

- Orientation pour l'emploi dans le secondaire et le supérieur
- Formations aux compétences
- Apprentissages/stages
- Placement
- Entrepreneurat de jeunes

**3. Services-jeunesse locaux**

- Formation aux compétences de vie
- TIC et compétences linguistiques
- Hygiène de vie
- Services juridiques
- Mentorat par les pairs
- Sports

Source : Banque mondiale.

de jeunes, et bénéficiant des informations résultant de la collecte systématique de données, ainsi que des systèmes de suivi et d'évaluation participatifs. Comme le souligne la figure ci-dessous 0.1, une politique de la jeunesse multidimensionnelle comprendrait les trois piliers suivants : (i) participation et citoyenneté active ; (2) accès aux opportunités économiques ; et (3) services-jeunesse locaux.

**Participation, voix, et citoyenneté**

*Niveau local*

- Développement communautaire mené par les jeunes ;
- Programme de subventions concurrentiel pour soutenir la capacité des ONG en faveur des jeunes exclus ;
- Voies institutionnelles influant sur la politique locale. C.à.d. les associations locales de jeunes ;
- Protection juridique pour les jeunes défavorisés en conflit avec la police ;
- Confiance/renforcement de la confiance entre les jeunes, les autorités locales et la police ;
- Initiatives conjointes des organisations religieuses et non religieuses en faveur des jeunes.

*Niveau national*

- Soutien pour renforcer la capacité des ONG nationales de jeunes ;
- Programme de subventions concurrentiel pour soutenir les associations de jeunes et étudiants ;
- Organes consultatifs étudiants au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur ;
- Voix dans la politique et des réformes nationales, par exemple, par le biais des Conseils Nationaux de la Jeunesse.

**Opportunités économiques**

*Niveau local*

- Services d'orientation pour l'emploi dans les écoles secondaires en partenariat avec le secteur privé et les ONG ;
- Développement communautaire dirigé par des jeunes tenant compte des considérations de genre, prévoyant aussi des mesures incitatives comme des transferts de petites sommes d'argent liquide ;
- Placement des travailleurs ;

- Entrepreneuriat individuel ou de groupe, grâce à des subventions et assistances financières ;
- Apprentissage et stages adaptés aux jeunes moins instruits, les NEET grâce à des approches tenant compte des considérations de genre.

### Niveau national

- Services d'orientation pour l'emploi au sein des universités grâce à un partenariat avec les ONG/ les secteurs public/privé ;
- Accès à l'information, entre autres par une évaluation et un suivi rigoureux des données, ainsi qu'une politique de dialogue sur l'emploi et les programmes actifs du travail (PAMT) ;
- Consultations et participation des jeunes y compris virtuelles sur les réformes du marché du travail ;
- Feedback des bénéficiaires, suivi et évaluation.

## Services en faveur de la jeunesse

### Niveau local

- Services visant spécifiquement les jeunes NEET et les autres jeunes défavorisés, en particulier les jeunes femmes inactives, incluant la participation des jeunes (c.-à-d. compétences de vie, TIC et enseignement à distance, entrepreneuriat, compétences-employabilité, services de soutien juridique, mentorat par les pairs, activités culturelles, bénévolat et sport).

### Niveau national

- Renforcement des capacités des ONG pour la jeunesse ;
- Normes de qualité ;
- Certification des compétences ;
- Évaluations des bénéficiaires et suivi.

Alors que la Révolution a donné aux jeunes Tunisiens un aperçu des possibilités d'un nouvel avenir, la tâche de construire cet avenir reste largement à faire. Cette tâche ne peut être accomplie par les jeunes seuls, pas plus qu'elle ne peut s'effectuer sans eux. Un gouvernement ne pouvant rien faire seul, de nouvelles formes de partenariats entre le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les communautés s'imposent pour mener à bien tous les programmes mis en chantier dans le pays, incluant les réformes politiques, économiques et sociales. Les jeunes devraient participer

pleinement à ce processus de renouvellement, et aussi en bénéficiant. Les enjeux pourraient difficilement être plus élevés : la possibilité d'une économie productive et équitable, et de la société politique et civile dynamique contre une polarisation croissante, la frustration et le cynisme. Le déplacement vers une issue constructive est la promesse d'une multitude de bénéfices y compris l'énergie, la sensibilisation, la bonne volonté et l'engagement des jeunes Tunisiens, comme en témoigne le présent rapport.

## Notes

1. Article 8 de la nouvelle Constitution Tunisienne, 27Janvier, 2014.
2. Habib Ayeb. 2011. "Géographie sociopolitique de la Révolution tunisienne : la révolution de l'alfa." *Revue de politique économique africaine* 38 (129) : 467-79.
3. Nations Unies. 2013 Un nouveau partenariat mondial : éradiquer la pauvreté et transformer les économies par le développement durable. Le rapport du Groupe d'éminentes personnalités de haut niveau sur l'Agenda 2015 Poster développement. New York. New York.
4. Banque mondiale. 2013. *Inclusion Matters : The Foundation of Shared Prosperity*, Social Development Department. Washington DC.
5. Enquête Agora 2013. Observatoire National de la Jeunesse. Tunis.
6. L'Assemblée nationale tunisienne a adopté la nouvelle loi électorale sur le 1 mai 2014. Source : Jasmine Foundation. 2014. *Tunisia's New Electoral Law* 2014. JF Briefing.
7. L'indicateur est préférable à des mesures de chômage traditionnelles, car il montre l'ampleur des problèmes potentiels sur le marché du travail des jeunes.
8. Mahmoud Ben Romdhane. 2010. L'éducation en Tunisie : une centralité historique menacée. In Guemara R. (Ed). *Mélanges offerts au professeur Abdelmajid Charfi*, Tunis, Université de Tunis, 2010. p. 127.
9. Gloria La Cava et Sarah Michael. 2006. *Youth in the North Caucasus : From Risk to Opportunity*, [Jeunes dans le Caucase du Nord : du risqué à l'opportunité]. Banque mondiale, Région Europe et Asie centrale pp.58-60.
10. Banque mondiale. 2013. *Bridging the Spatial Divide*.
11. Habib Ayeb. 2011. "Géographie sociale et politique de la révolution tunisienne : L'Alfa Révolution Herbe *Review of African Political Economy* 38 (129) : 467-479. Le terme «Révolution du Jasmin» est sans doute un abus de langage, car il se réfère à la plante liée aux régions prospères du Nord. Ayeb suggère que l'alfa Révolution herbe pourrait être un meilleur terme, sur la base de la plante qui pousse dans la région intérieure défavorisée de la Tunisie.
12. 14 Le concept de la famille directe comprend les enfants, le conjoint, et les parents de la chef de ménage.
13. Ce rapport se réfère à l'emploi informel basé sur les réponses de l'enquête d'avoir un contrat de travail écrit officiel.
14. Litow, Stanley (2013) "Innovating to Strengthen Youth Employment", [Innovations pour renforcer l'Emploi des jeunes], 8(2), pp. 27-33.